

VD_FINDINFO Décision / 2024 / 871 vom 4. November 2024

VD Tribunal cantonal, 2024-11-04, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision___2024___871

FR: VD_FINDINFO Décision / 2024 / 871 du 4 novembre 2024

IT: VD_FINDINFO Décision / 2024 / 871 del 4 novembre 2024

Regeste

PLAINTÉ PÉNALE, ORDONNANCE DE NON-ENTRÉE EN MATIÈRE, PROLONGATION DU DÉLAI, ACTION PÉNALE, MAXIME OFFICIELLE, USAGE DE FAUX{DROIT PÉNAL} | 31 CP, 310 CPP (CH), 385 CPP (CH), 393 CPP (CH), 92 CPP (CH)

Erwägungen

E. 1.1

Les parties peuvent attaquer une ordonnance de non-entrée en matière rendue par le Ministère public en application de l'art. 310 CPP (Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 ; RS 312.0) dans les dix jours devant l'autorité de recours (art. 310 al. 2, 322 al. 2 et 396 al. 1 CPP ; cf. art. 20 al. 1 let. b CPP) qui est, dans le canton de Vaud, la Chambre des recours pénale du Tribunal cantonal (art. 13 LVCPP [loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 19 mai 2009 ; BLV 312.01] ; art. 80 LOJV [loi d'organisation judiciaire du 12 décembre 1979 ; BLV 173.01]).

E. 1.2

Le recours s'exerce par le dépôt d'un mémoire écrit et dûment motivé (art. 390 al. 1 et 396 al. 1 CPP). Les exigences de motivation du recours sont posées à l'art. 385 al. 1 CPP. Selon cette disposition, la personne ou l'autorité qui recourt doit indiquer précisément les points de la décision qu'elle attaque (let. a), les motifs qui commandent une autre décision (let. b) et les moyens de preuve qu'elle invoque (let. c). Ainsi, le recourant doit d'abord indiquer « les points de la décision » qui sont attaqués (art. 385 al. 1 let. a CPP), par quoi il faut entendre les points du dispositif (cf. art. 81 al. 4 CPP) qui sont contestés (Bähler, in : Niggli/Heer/ Wiprächtiger [éd.], Basler Kommentar Schweizerische Strafprozessordnung Jugendstrafprozessordnung, 3e éd., Bâle 2023 [ci-après : Basler Kommentar], n. 2 ad art. 385 CPP). Il doit ensuite énoncer « les motifs qui commandent une autre décision » (art. 385 al. 1 let. b CPP), à savoir les arguments, de fait ou de droit, sur lesquels il prétend se fonder pour faire modifier la décision en sa faveur. Cela suppose que le recourant expose précisément, en se référant aux considérants de la décision attaquée, quels motifs commandent – sous l'angle des faits et du droit – de prendre une autre décision ; le recourant ne saurait se contenter d'une contestation générale, notamment se référer aux arguments qu'il a invoqués devant l'instance précédente, ni simplement reprendre ceux-ci ; il ne saurait non plus se contenter de renvoyer à une écriture ou aux pièces qu'il avait déposées devant l'instance précédente (TF 7B_355/2023 du 30 juillet 2024 consid. 2.2.1 ; TF 6B_1447/2022 du 14 mars 2023 consid. 1.1 et les références citées ; Guidon, in : Basler Kommentar, op. cit., n. 9c ad art. 396 CPP et les références citées ; Keller, in : Donatsch/Lieber/Summers/Wohlens [éd.], Zürcher Kommentar, Kommentar zur Schweizerischen Strafprozessordnung, 3e éd., Zurich/Bâle/Genève 2020, n. 14 ad art. 396

CPP et les références citées ; Calame, in : Jeanneret et al. [éd.], Commentaire romand, Code de procédure pénale suisse, 2e éd., Bâle 2019, n. 21 ad art. 385 CPP). Il découle ainsi des principes généraux régissant les exigences de motivation selon l'art. 385 al. 1 CPP que le recourant doit tenter de démontrer que sa thèse l'emporte sur celle de la décision attaquée, ses moyens devant prendre appui sur la motivation de l'autorité intimée. Le plaideur ne peut se borner à alléguer des faits mais doit mettre en exergue les failles qu'il croit déceler dans le raisonnement de l'autorité inférieure, le renvoi à d'autres écritures n'étant pas suffisant (cf. TF 7B_355/2023 précité consid. 2.2.1 ; TF 6B_1447/2022 précité).

E. 1.3

Dans son acte de recours daté du 16 juin 2024, T.B. _____, qui adresse des reproches à son avocat, n'expose aucun motif factuel ou juridique permettant de comprendre en quoi l'ordonnance attaquée serait erronée. Cet acte ne satisfait dès lors pas aux exigences de motivation de l'art. 385 al. 1 CPP et, partant, est irrecevable. En revanche, interjeté en temps utile devant l'autorité compétente, par une partie qui a qualité pour recourir (art. 382 al. 1 CPP) et dans les formes prescrites (art. 385 al. 1 CPP), l'acte de recours daté du 17 juin 2024 est recevable.

E. 2.1

; TF 6P.115/2006-6S.241/2006 du 17 août 2006 consid. 1). En principe, si l'autorité a indiqué clairement qu'il n'y aurait pas de prolongation (supplémentaire), compte tenu de l'urgence et des circonstances du cas d'espèce, la partie et son mandataire doivent veiller à agir dans le délai fixé. L'autorité veillera à écarter les demandes de prolongation dilatoires ou à caractère abusif (Moreillon/Parein-Reymond, Petit Commentaire du Code de procédure pénale, 2 e éd., Bâle 2016, n. 4 ad art. 92 CPP et les références citées).

E. 2.2

Selon l'art. 92 CPP, les autorités peuvent prolonger les délais ou ajourner les termes qu'elles ont fixés, d'office ou sur demande. La demande doit être présentée avant l'expiration des délais et être suffisamment motivée. Si elle n'est pas motivée, elle devra être déclarée irrecevable. Si elle est motivée, il appartiendra à l'autorité d'apprécier si les circonstances évoquées justifient une prolongation de délai ou un ajournement du terme. L'autorité dispose à cet égard d'un libre pouvoir d'appréciation, limité uniquement par l'arbitraire. Ainsi, l'art. 92 CPP ne confère pas à la partie un droit absolu à la prolongation du délai ou à l'ajournement d'un terme même s'il s'agit d'une première demande (Stoll, in : Jeanneret/Kuhn/Perrier Depeursinge [éd.], Commentaire romand, Code de procédure pénale suisse, 2e éd., Bâle 2019, n. 6 ad art. 95 CPP). Les conditions pour obtenir une prolongation ou un ajournement sont cependant moins strictes que celles prévues pour obtenir la restitution d'un délai selon l'art. 94 CPP. Il n'est notamment pas nécessaire d'établir que la partie est empêchée d'agir dans le délai sans sa faute (Stoll, op. cit., n. 7 ad art. 92 CPP). Pour prendre sa décision, l'autorité doit peser l'ensemble des intérêts en présence, une réserve particulière s'imposant lorsque le prévenu est placé en détention (cf. art. 5 al. 2 CPP) ou que l'on s'approche de la prescription de l'action pénale. En revanche, lorsque la procédure n'est pas particulièrement urgente, il suffira que le requérant fasse valoir, à l'appui d'une première demande de prolongation de délai, des motifs plausibles pour lesquels il n'est pas en mesure de respecter le délai (Riedo, in : Niggli/Heer/Wiprächtiger (éd.), Basler Kommentar, Schweizerische Strafprozessordnung, Jugendstrafprozessordnung, 3e éd., Bâle 2023, n. 23 et 24 ad art. 92 CPP ; Stoll, op. cit., n.

7 ad art. 92 CPP). Sont plausibles, selon la jurisprudence, les raisons qui, selon l'expérience générale de la vie, apparaissent propres à empêcher le déroulement de la procédure conformément aux délais prévus. Parmi celles-ci figurent la maladie, l'hospitalisation, le décès, le service militaire, l'emprisonnement, mais aussi la surcharge de travail et le séjour à l'étranger (TF 6B_229/2015 du 30 avril 2015 consid. 1.1 et les références citées ; Riedo, op. cit., n. 24 ad art. 92 CPP et les références citées ; Stoll, op. cit., n. 7 ad art. 92 CPP). En cas de demandes réitérées de prolongation de délai, il convient de se montrer plus strict que lors d'une première demande de prolongation. Ainsi, au regard du principe de célérité (art. 5 CPP), une nouvelle prolongation de délai ne pourra en règle générale pas être accordée pour le seul motif que le défenseur est surchargé (Riedo, op. cit., n. 25 ad art. 92 CPP). Cela étant, il apparaît souhaitable, pour des motifs de clarté, que l'autorité qui accorde une prolongation de délai indique qu'il s'agit d'une unique, respectivement de l'ultime prolongation. Dans ce cas, une nouvelle demande de prolongation ne sera acceptée qu'en cas d'urgence (Riedo, op. cit., n. 26 ad art. 92 CPP ; Stoll, op. cit., n. 7 ad art. 92 CPP ; TF 5A_812/2010 du 3 août 2011 consid.

E. 2.3

En l'espèce, la recourante a bénéficié de beaucoup de temps pour fournir les précisions requises. A cet égard, on rappellera que la plainte a été déposée le 1^{er} avril 2024, puis complétée le 4 avril 2024, et qu'à réception de celle-ci, le procureur a immédiatement, soit le 9 avril 2024, demandé à la recourante d'exposer clairement les faits qui lui paraissaient constitutifs d'infractions à son égard et de préciser où et quand ces faits avaient eu lieu, le cas échéant, en fournissant toutes pièces utiles. Il lui a imparti un délai au 24 avril 2024 à cet effet. A la demande de la recourante, le procureur a accepté de prolonger le délai imparti à deux reprises, en dernier lieu jusqu'au 31 mai 2024. A ce moment, il a attiré l'attention de la recourante sur le fait qu'il s'agissait d'une ultime prolongation. Partant, le procureur n'avait pas à accorder un bref délai de grâce à la recourante pour procéder avant la reddition de l'ordonnance attaquée. Le recours doit donc être rejeté sur ce point. Cela étant, le vice formel invoqué par la recourante est sans conséquence. En effet, dans son complément de plainte du 5 juin 2024, la recourante invoque des faits nouveaux. Elle expose, pièces à l'appui (P. 15/1 et 15/2), que son époux a imité sa signature sur différents documents de la Generali Assurances portant sur des prêts consentis par cette compagnie, ainsi que sur une procuration portant sur un remboursement de cotisations AI. En l'état, ces allégations semblent crédibles et la comparaison de la signature figurant sur la plainte du 1^{er} avril 2024 (P. 6/1) avec celles apposées sur les « Contrat(s) de prêt et nantissement » et les décomptes contresignés les 16 et 26 février 2018, 4 juin 2020, 9 mai 2022 et 29 juin 2023, ainsi que sur la procuration du 8 décembre 2023, révèle que les paraphes sont bel et bien différents. Ces faits ne sont toutefois pas retenus dans l'ordonnance de non-entrée en matière, dès lors qu'au moment de rendre son ordonnance, le procureur n'en avait pas connaissance. Autrement dit, l'ordonnance attaquée ne contient pas une non-entrée en matière implicite sur le complexe de faits précité. Il n'y a donc pas lieu d'annuler l'ordonnance attaquée pour ce motif. Cela étant, s'ils étaient avérés, les faits précités pourraient être constitutifs de faux dans les titres au sens de l'art. 251 CP, infraction poursuivie d'office. Le Ministère public ne peut donc pas ignorer ces faits, qui devront être instruits sur la base du complément de plainte déposé le 5 juin 2024. Le dossier de la cause lui sera donc renvoyé pour qu'il procède dans ce sens. Pour le surplus, soit en ce qui concerne les violences physiques qui auraient eu lieu au CHUV, la Chambre de céans dispose d'un large pouvoir d'examen en fait et en droit, qui lui permet de prendre en compte

les courriers de la recourante postérieurs à l'ordonnance attaquée, ainsi que les nouveaux moyens factuels et juridiques contenus dans le mémoire de recours (cf. infra consid. 4).

E. 2.3.3

; ATF 143 IV 397 consid. 3.3.2 in fine ; ATF 140 IV 172 consid. 1.2.2), et ce y compris en cas d'investigations policières diligentées à titre de complément d'enquête requis par le ministère public en vertu de l'art. 309 al. 2 CPP (TF 6B_382/2022 du 12 septembre 2022 consid. 2.1.2 ; TF 6B_191/2021 du 11 août 2021 consid. 7.2.2 ; TF 6B_1007/2020 du 13 avril 2021 consid. 2.3 ; TF 6B_290/2020 du 17 juillet 2020 consid. 2.2 et les réf. citées). En outre, avant de rendre une ordonnance de non-entrée en matière, le ministère public n'a pas à informer les parties ni n'a l'obligation de leur fixer un délai pour présenter d'éventuelles réquisitions de preuve, l'art. 318 CPP n'étant pas applicable dans ce cas. Le droit d'être entendu des parties est en effet assuré, le cas échéant, dans le cadre de la procédure de recours contre l'ordonnance de non-entrée en matière (cf. art. 310 al. 2, 322 al. 2 et 393 ss CPP). Cette procédure permet aux parties de faire valoir tous leurs griefs – formels et matériels – auprès d'une autorité disposant d'une pleine cognition en fait et en droit (cf. art. 391 al. 1 et 393 al. 2 CPP ; TF 6B_191/2021 précité consid. 7.2.2 ; TF 6B_1014/2020 du 10 février 2021 consid. 2.1.2 ; TF 6B_290/2020 précité consid. 7.2.2 et les réf.).

E. 3

La recourante, en se fondant sur l'infraction de faux dans les titres, qui se poursuit d'office, soutient que sa plainte du 1^{er} avril 2024, complétée le 4 avril 2024, ne serait pas tardive. Or, comme déjà mentionné ci-dessus, les faits susceptibles de constituer une infraction de faux dans les titres ne ressortent pas de la plainte précitée, mais du complément de plainte du 5 juin 2024, et ne sont donc pas concernés par l'ordonnance attaquée. Pour le surplus, la recourante ne conteste pas que le fait pour son mari d'avoir prélevé sans droit sur son compte épargne de l'argent constituerait une utilisation frauduleuse d'un ordinateur commise au préjudice des proches et des familiers au sens de l'art. 147 al. 3 CP, infraction ne se poursuivant que sur plainte, ni qu'elle aurait eu connaissance de ces faits depuis déjà de nombreux mois, voire des années. Par conséquent, à l'instar du Ministère public, il y a lieu de considérer que la plainte du 1^{er} avril 2024, complétée le 4 avril 2024, n'a pas été déposée dans un délai de trois mois à compter de la connaissance de l'auteur (art. 31 CP) et qu'elle est dès lors tardive. Le recours doit donc être rejeté sur ce point.

E. 4.1

Concernant l'infraction de voies de fait faisant l'objet du complément de plainte du 4 avril 2024, la recourante soutient que les simples dénégations de son époux ne seraient pas suffisantes pour justifier une non-entrée en matière, dès lors qu'elle devrait être entendue, de même que les éventuels témoins de la scène, qui s'était déroulée dans un hôpital.

E. 4.2.1

Conformément à l'art. 310 al. 1 let. a CPP, le ministère public rend immédiatement une ordonnance de non-entrée en matière s'il ressort de la dénonciation ou du rapport de police que les éléments constitutifs de l'infraction ou les conditions à l'ouverture de l'action pénale ne sont manifestement pas réunis. Cette disposition doit être appliquée dans le respect de l'adage « in dubio pro duriore ». Celui-ci découle du principe de la légalité (art. 5 al. 1 Cst. et art. 2 al. 2 CPP en relation avec les art. 319 al. 1 et 324 al. 1 CPP ; ATF 138 IV 86 consid. 4.2) et signifie qu'en principe, un classement ou une non-entrée en matière ne peuvent être prononcés par le ministère public que lorsqu'il apparaît clairement que les faits ne sont pas

punissables ou que les conditions de la poursuite pénale ne sont pas remplies. Le Ministère public et l'autorité de recours disposent, dans ce cadre, d'un pouvoir d'appréciation et le Tribunal fédéral n'intervient qu'avec retenue. La procédure doit se poursuivre lorsqu'une condamnation apparaît plus vraisemblable qu'un acquittement ou lorsque les probabilités d'acquiescement et de condamnation apparaissent équivalentes, en particulier en présence d'une infraction grave. En effet, en cas de doute s'agissant de la situation factuelle ou juridique, ce n'est pas à l'autorité d'instruction ou d'accusation mais au juge matériellement compétent qu'il appartient de trancher (ATF 143 IV 241 consid. 2.2.1; 138 IV 86 consid. 4.1.2 et les références citées ; TF 7B_115/2023 du 12 juillet 2024 consid. 4.1). Dans les procédures où l'accusation repose essentiellement sur les déclarations de la victime, auxquelles s'opposent celles du prévenu et lorsqu'il n'est pas possible d'estimer que certaines dépositions sont plus crédibles que d'autres, le principe « in dubio pro duriore » impose en règle générale que le prévenu soit mis en accusation (ATF 143 IV 241 consid. 2.2.2 et les références citées ; TF 7B_630/2023 du 20 août 2024 consid. 3.2.1 ; TF 7B_5/2022 du 12 octobre 2023 consid. 4.1). Cela vaut en particulier lorsqu'il s'agit de délits commis typiquement « entre quatre yeux » pour lesquels il n'existe souvent aucune preuve objective. Il peut toutefois être renoncé à une mise en accusation lorsque la partie plaignante fait des dépositions contradictoires, rendant ses accusations moins crédibles, ou encore lorsqu'une condamnation apparaît au vu de l'ensemble des circonstances a priori improbable pour d'autres motifs (ATF 143 IV 241 consid. 2.2.2; TF 7B_630/2023 précité consid. 3.2.1 ; TF 6B_1148/2021 du 23 juin 2023 consid. 3.1). Face à des versions contradictoires des parties, il peut être exceptionnellement renoncé à une mise en accusation lorsqu'il n'est pas possible d'apprécier l'une ou l'autre version comme étant plus ou moins plausible et qu'aucun résultat n'est à escompter d'autres moyens de preuve (TF 7B_630/2023 précité consid. 3.2.1 ; TF 7B_5/2022 précité consid. 4.1 ; TF 6B_1148/2021 précité consid. 3.1 ; TF 6B_790/2022 du 15 juin 2023 consid. 4.2.2 ; TF 6B_996/2021 du 31 mai 2022 consid. 3.2).

E. 4.2.2

Le droit d'être entendu, tel qu'il est garanti par l'art. 29 al. 2 Cst. (Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 ; RS 101), comprend notamment pour le justiciable le droit d'obtenir l'administration des preuves pertinentes et valablement offertes, de participer à l'administration des preuves essentielles et de se déterminer sur son résultat lorsque cela est de nature à influencer sur la décision à rendre (ATF 145 I 73 consid. 7.2.2.1). Avant l'ouverture d'une instruction, le droit de participer à l'administration des preuves ne s'applique en principe pas (art. 147 al. 1 CPP a contrario ; ATF 144 IV 81 consid.

E. 4.3

En l'espèce, conformément à la jurisprudence susmentionnée, le Ministère public pouvait statuer sans procéder à l'audition de la recourante. Celle-ci a pu exercer son droit d'être entendue au moyen du recours et a donc eu la possibilité de compléter sa plainte et de présenter ou de requérir des moyens de preuve complémentaires. Cela étant, dans son recours, la recourante n'expose pas le déroulement précis des faits, se contentant de reprocher au Ministère public de ne pas l'avoir entendue et de ne pas avoir interrogé d'éventuels témoins, indiquant à cet égard uniquement que « l'intervention d'un tiers est fort probable », sans désigner, même sommairement, les personnes présentes. C'est insuffisant au stade du recours. Dans ces conditions, il convient de constater, à l'instar du Ministère public, qu'il n'est pas possible d'apprécier la version de la recourante ou celle de son époux, qui conteste les faits qui lui sont reprochés, comme étant plus ou moins

plausible. Le recours doit donc être rejeté sur ce point également.

E. 5

Au vu de l'ensemble des considérants qui précèdent, c'est à bon droit que le Ministère public a refusé d'entrer en matière sur la plainte déposée par la recourante le 1^{er} avril 2024, complétée le 4 avril 2024.

E. 6.1

La recourante reproche au Ministère public de ne pas lui avoir accordé l'assistance judiciaire.

E. 6.2

A teneur de l'art. 29 al. 3 Cst., toute personne qui ne dispose pas de ressources suffisantes a droit, à moins que sa cause paraisse dépourvue de toute chance de succès, à l'assistance gratuite d'un défenseur, dans la mesure où la sauvegarde de ses droits le requiert. L'art. 136 CPP concrétise les conditions d'octroi de l'assistance judiciaire pour la partie plaignante dans un procès pénal (TF 1B_317/2021 du 9 décembre 2021 ; TF 1B_119/2021 du 22 juillet 2021 consid. 2.1). Dans son ancienne teneur, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023, l'art. 136 al. 1 aCPP prévoyait que la direction de la procédure accordait entièrement ou partiellement l'assistance judiciaire à la partie plaignante indigente pour lui permettre de faire valoir ses prétentions civiles si l'action civile ne paraissait pas vouée à l'échec. La nouvelle teneur de cette disposition permet également d'octroyer l'assistance judiciaire à la victime, pour lui permettre de faire aboutir sa plainte pénale, si elle ne dispose pas de ressources suffisantes et que l'action pénale ne paraît pas vouée à l'échec (art. 136 al. 1 let. b CPP).

E. 6.3

En l'espèce, l'ordonnance attaquée étant confirmée, il n'y a pas matière à mettre la recourante au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite en lien avec la plainte qu'elle a déposée le 1^{er} avril 2024 et complétée le 4 avril 2024, l'action civile étant à cet égard vouée à l'échec. Il appartiendra à la recourante, le cas échéant, de réitérer sa requête devant le Ministère public pour faire aboutir sa plainte du 5 juin 2024 relative à l'infraction de faux dans les titres.

E. 7

En définitive, le recours doit être rejeté dans la mesure où il est recevable et l'ordonnance attaquée confirmée. Le dossier de la cause sera renvoyé au Ministère public pour qu'il procède dans le sens des considérants (cf. consid. 2.3). La requête tendant à l'octroi de l'assistance judiciaire gratuite pour la procédure de recours doit être rejetée, dès lors que le recours était d'emblée dénué de toute chance de succès (art. 136 al. 1 CPP). Les frais de la procédure, constitués en l'espèce de l'émolument d'arrêt, par 1'650 fr. (art. 20 al. 1 TFIP), seront mis à la charge de T.B._____, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP). Par ces motifs, la Chambre des recours pénale prononce : I. Le recours est rejeté dans la mesure où il est recevable. II. L'ordonnance du 6 juin 2024 est confirmée. III. Le dossier de la cause est renvoyé au Ministère public de l'arrondissement de Lausanne pour qu'il procède dans le sens des considérants. IV. La requête d'assistance judiciaire est rejetée. V. Les frais d'arrêt, par 1'650 fr. (mille six cent cinquante francs), sont mis à la charge de T.B._____. VI. L'arrêt est exécutoire Le président : La greffière : Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - Me

Raphaël Tatti, avocat (pour T.B. _____), - Ministère public central ; et communiqué à :
■ M. le Procureur de l'arrondissement de Lausanne, - Me Fabien Mingard, avocat (pour G.B. _____), par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF).
La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.